

# Mai 68, un hors-série du « Monde »

En 1968, le monde était en ébullition. Mais il n'y a qu'en France que l'effervescence dépassa la seule jeunesse révoltée pour atteindre profondément toutes les strates de la société. Mai 68 demeure un des événements politiques qui ont le plus marqué les Français.

LE MONDE | 24.04.2018 à 11h29 |

Par Yann Plougastel

Abonnez vous à partir de 1 €

Réagir

Ajouter



Partager

Tweeter

## Le Monde

HORS-SÉRIE

# 68

LES JOURS QUI  
ÉBRANLÈRENT  
LA FRANCE



Entretien avec **LUDIVINE BANTIGNY** et **BENJAMIN STORA**

## « La puissance du 68 français repose sur la rencontre étudiants-ouvriers »

Mouvement spontané et festif pour Benjamin Stora, acteur de Mai 68; événements prévisibles dès 1967 pour Ludivine Bantigny, qui ne l'a pas vécu. Mais les deux historiens s'accordent sur la dimension générationnelle de cette jeunesse, tant étudiante qu'ouvrière ou paysanne, qui voulait changer le monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL LEFEBVRE ET YANN PLOUGASTEL

Il est assez surprenant de constater, à la lecture des ouvrages qui, cinquante ans après, se penchent sur les événements de 68, combien grands furent, sur le coup, la surprise et l'étonnement de tout le monde face à l'ampleur du mouvement. En fait, que ce soit du côté du pouvoir ou de celui des contestataires, personne ne semblait s'y attendre.

**Ludivine Bantigny** : Il ne faut pas se laisser abuser par ce sentiment de surprise absolue. En consultant les archives, j'ai été frappée par l'intensité des mois qui ont précédé mai-juin 68. L'année 1967 connut un pic de grèves rarement atteint. A la Rhodiaca de Besançon (Doubs), chez les dockers de Saint-Nazaire ou à Sud-Aviation à Bouguenais (Loire-Atlantique) et La Rochelle (Charente-Maritime), ce fut énorme. En fait, les premiers pavés sont lancés en octobre 1967 à Quimper (Finistère), lors d'une immense manifestation paysanne. Et puis il y a ce qui se passe en janvier et février 1968 à la Saviem de Caen, une importante usine de fabrication de véhicules industriels. Les 1500 ouvriers débrayent pour obtenir une augmentation de 6 % des salaires, la constitution d'un fonds de stabilité des revenus et le libre exercice du droit syndical à l'intérieur de l'usine. La manifestation qui s'ensuit au centre de Caen tourne à l'émeute, avec des heurts très violents avec les gardes mobiles. Construites par de jeunes ouvriers,

les premières barricades apparaissent. La répression est telle que, par solidarité, la plupart des grandes entreprises de la région se mettent en grève. En consultant les archives préfectorales du Calvados, j'ai constaté que le préfet en poste à l'époque, Gaston Pontal, envoyait des rapports quotidiens au ministère de l'intérieur, où il disait, en substance : « Nous avons affaire à une grève extrêmement déterminée de jeunes ouvriers, mais aussi d'agriculteurs, d'enseignants et d'étudiants. » Il avoue être très surpris par l'habileté et le savoir-faire des militants d'extrême gauche, qui réussissent à échapper aux forces de l'ordre. Et il conclut : « Regardez très attentivement ce qui se passe ici, parce que cela pourrait très bien se reproduire à l'échelle nationale. »

Souvenez-vous également du fameux article dans *Le Monde* de Pierre Vianson-Ponté, « Quand la France s'ennuie... ». Il ne faut pas, comme on le fait trop habituellement, s'arrêter au titre. Le journaliste y décrit une situation très complexe, avec de fortes inégalités sociales, où des retraités, des paysans, des salariés peinent à joindre les deux bouts. La France n'y apparaît pas si prospère que cela. Il est également utile de rappeler qu'en 1967 la gauche, rassemblée autour du Parti communiste, de la FGDS de François Mitterrand, de la SFIO de Guy Mollet et du PSU de Pierre Mendès France, avait été au bord d'accéder au pouvoir lors des élections législatives.



### LUDIVINE BANTIGNY

Historienne et maîtresse de conférences à l'université de Rouen Normandie. Spécialiste des engagements politiques du XX<sup>e</sup> siècle, elle vient de publier *1968. De grands soirs en petits matins* (Seuil).



### BENJAMIN STORA

Historien, spécialiste du Maghreb contemporain et président du conseil d'orientation du Musée national de l'histoire de l'immigration, à Paris. Acteur de Mai 68, il vient de publier *68, et après* (Stock).

**Benjamin Stora :** Rétrospectivement, il y avait beaucoup de signaux, bien sûr. Mais, quand 68 a éclaté, je n'en avais pas conscience. Il est évident que je ne m'y attendais pas du tout. J'avais 17 ans. Je vivais dans une HLM à Sartrouville (Yvelines), ma mère était ouvrière à l'usine Peugeot de La Garenne-Bezons. Je passais mes journées avec un transistor collé à l'oreille, à écouter de la musique venant des États-Unis ou d'Angleterre. Chacun vivait dans son coin. Soudain, Mai 68 est arrivé, mon lycée s'est embrasé, nous nous sommes mis en grève. Dès le 5 mai, nous étions dans la rue et j'ai découvert autour de moi des milliers de jeunes, qui, eux aussi, voulaient tout changer. D'un seul coup, ce qui apparaissait comme un handicap pour l'intégration sociale (l'Algérie, les pieds-noirs, les juifs, le côté ouvrier de ma mère...) devenait un atout. Je me retrouvais au coude à coude avec une jeunesse qui scandait : « *Nous sommes tous des juifs allemands.* » Une semaine auparavant, c'était impensable. Nous sommes passés en quelques heures, voire instantanément, du noir et blanc à la couleur, comme les deux chaînes de télévision de l'époque, coïncidence incroyable...

Mai 68, ce n'est pas seulement la France, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis, la Tchécoslovaquie, le Mexique, le Brésil, le Japon... L'opposition à la guerre du Vietnam paraît avoir soudé internationalement toute une génération. Cinquante ans après, cet aspect vous semble-t-il toujours aussi fondamental ?

**L. B. :** Il y a un brassage évident de nationalités dans le monde étudiant à ce moment-là. Des liens très concrets se tissent entre l'Italie, où le mouvement est déjà plus avancé (occupations d'universités à Milan, Rome, Trente...), et l'Allemagne de l'Ouest. Des militants allemands du SDS de Rudi Dutschke viennent à Nanterre et à Nantes parler d'Herbert Marcuse, de Reich ou des perspectives révolutionnaires. En février 1968, à Berlin-Ouest, des milliers de jeunes venus de toute l'Europe ont manifesté contre la guerre au Vietnam. En avril suivant, l'attentat contre Rudi Dutschke a provoqué des mouvements d'indignation dans le monde entier, notamment aux États-Unis, à Berkeley (Californie) et à Columbia (New York). En ce qui concerne la lutte contre la guerre au Vietnam, on y retrouve les mêmes clivages que lors de l'indépendance de l'Algérie. D'un côté, le PC réclame la « paix au Vietnam », de l'autre, le Comité Vietnam national, animé surtout par le PSU et la Jeunesse communiste révolutionnaire, scande « *FNJ vaincra* ».

**B. S. :** La première manifestation à laquelle j'ai participé, à l'âge de 16 ans, était contre la guerre du Vietnam. Il s'agissait d'une marche sur Paris organisée par le PC et la Jeunesse communiste. À l'époque, à Sartrouville, le PC contrôlait tout, du terrain de football à la MJC, en passant par les grandes indignations des jeunes. Il était difficile d'entrer en politique pour un jeune de banlieue comme moi autrement que par le PC.

Dans un récent essai, *Rebelle jeunesse* (Robert Laffont), Henri Weber, qui fut un des leaders de Mai 68, explique que la force motrice de ces événements ne fut pas une classe sociale

(la classe ouvrière), mais une classe d'âge, les adolescents du baby-boom. Bref, Mai 68 serait une révolution juvénile ?

**B. S. :** Très franchement, je n'avais pas le sentiment à ce moment-là qu'il y avait beaucoup d'ouvriers ou de fils d'ouvriers engagés dans la bataille politique. Si la dimension de classe ne m'apparaissait que fort peu, en revanche, la dimension générationnelle m'était évidente. Animés par une rage de vivre très forte, nous voulions changer le monde. Certes, dans les discours, dans les programmes, la « classe ouvrière », entre guillemets, était omniprésente, avec cette question sans fin : « Comment faire jonction avec la classe ouvrière, porteuse de l'avenir ? » La jonction avec la classe ouvrière, j'avais le sentiment de la faire tous les soirs à la maison en voyant mes parents revenir exténués du boulot. Et la jonction avec les filles était tout aussi importante... L'aspect sexuel et festif de toutes ces manifs ne doit pas être éliminé. Il y a un côté ludique très fort dans 68. Le catéchisme révolutionnaire est arrivé ensuite, lorsque je suis devenu militant, puis responsable politique de l'OCL, une des organisations trotskistes françaises.

« D'un seul coup, je me retrouvais au coude à coude avec une jeunesse qui scandait : "Nous sommes tous des juifs allemands." Une semaine auparavant, c'était impensable »  
Benjamin Stora

**L. B. :** Mai-juin 68, c'est l'articulation de deux phénomènes. D'une part, l'irruption de la jeunesse, de l'autre, un immense mouvement social, encore plus fort que lors du Front populaire, en 1936, dans le prolongement des luttes traditionnelles du mouvement ouvrier. La singularité et la puissance du 68 français reposent sur cette conjonction. Des révoltes étudiantes, vous en retrouvez partout dans le monde, aussi bien au Cap, à Tunis, Alger et Téhéran qu'à Istanbul. Mais il n'y a qu'en France où les deux univers se sont rencontrés... Certes, le 17 mai, les 3 000 étudiants qui partent du Quartier latin pour rejoindre Boulogne-Billancourt trouvent les portes de Renault closes. Mais, au-delà de cette image, partout dans le pays, des liens s'opèrent, des rencontres et des discussions s'organisent devant les piquets de grève, beaucoup de jeunes ouvriers participent aux débats dans les universités occupées. Il faut se souvenir que, à l'époque, il y a moins de 10 % d'enfants d'ouvriers et moins de 7 % d'enfants d'agriculteurs à l'université. En refusant d'être les futurs rouages privilégiés du système, les étudiants remettent en cause l'organisation du monde du travail et se rapprochent de la classe ouvrière... En consultant les registres des personnes arrêtées au Quartier latin, les 3 et 6 mai, il est frappant de constater qu'il ne s'agit pas que d'étudiants, mais aussi de jeunes prolétaires, comme ils le disent eux-mêmes, des OS, des manoeuvres, des employés de bureau, des garçons de café, des coursiers, des plongeurs de restaurant...

Les jeunes gens d'aujourd'hui, nos enfants en quelque sorte, ont du mal à comprendre l'espèce de folklore révolutionnaire qui prévalait à l'époque, tant dans les propos que dans les actions de tout un chacun. Comment expliquez-vous cela ?

**B. S. :** C'était effectivement le langage dominant, en référence aux grandes épopées de la gauche révolutionnaire, la Commune de Paris, la révolution russe de 1917... Ce mouvement est arrivé si vite et si brutalement qu'il n'a pas eu le temps de créer un vocabulaire correspondant à la situation, d'où le recours à un vocabulaire marxiste

traditionnel qui renvoyait à 1936 et au Front populaire, ou à la Libération en 1945, nos deux grandes références. La dimension libertaire, qui était très forte en 68, ne s'est pas traduite dans le langage politique, en dehors des graffitis et des slogans sur les murs de la Sorbonne ou d'ailleurs : « Jouir sans entraves », « Sous les pavés, la plage », etc. En termes organisationnel ou politique, elle n'a pas donné grand-chose non plus, puisque, dans les mois suivant Mai 68, ce sont les organisations d'extrême gauche marxistes, soit maoïstes, soit trotskistes, qui ont connu un afflux de militants.

En fait, le point commun, c'était l'antigaullisme. Le Général était au pouvoir depuis dix ans, la société était bloquée, avec des structures vieillissantes, il y avait une profonde aspiration à une libération...

**L. B. :** Je ne suis pas tout à fait d'accord. Il s'agit plus que de phrases ou de langage. Il y a dans ce mouvement une capacité d'analyse très forte. À l'été 68, Daniel et Gabriel Cohn-Bendit rédigent par exemple un livre, *Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (Seuil), clin d'œil à un ouvrage de Lénine, où, avec intelligence et intuition, les deux frères mettent en perspective la révolution russe, le rôle du mouvement ouvrier, l'importance des grèves pendant mai et juin... Cette capacité à lire le monde tel qu'il est ne relève pas de la seule phraséologie. Certes, les groupes d'extrême gauche furent très présents. Mais ils ne sont pas les seuls. La CFDT dirigée à l'époque par Eugène Descamps et le PSU de Michel Rocard ont eux aussi lancé des interrogations très importantes que l'on retrouve un peu partout dans les entreprises occupées en consultant les archives. Qui décide de la production ? Des modalités de cette production ? Doit-on instaurer une échelle mobile des salaires ? Faut-il ouvrir les livres de comptes et lever le secret bancaire ? Un droit de veto sur les licenciements est-il envisageable ? En se demandant ainsi « qui décide ? », tous ces gens posaient la question du pouvoir et allaient au-delà de simples mots d'ordre ou slogans plaqués.

**Le PC et la CGT, à l'époque, étaient les forces prédominantes à gauche. Pourtant, ils ont refusé d'envisager de le prendre, ce pouvoir... Pourquoi ?**

**B. S. :** Le PC ne tenait pas à être au pouvoir. Il était dans une stratégie classique de renforcement. Il ne voulait surtout pas de jonction avec le mouvement de la jeunesse et ne lui a donc pas donné de traduction politique. C'est pourquoi, dès que de Gaulle a proposé des élections fin mai, les communistes se sont glissés dans la faille, à la fois pour en finir avec l'agitation et pour obtenir un volume important de députés, comme en 1967. Le Parti voulait retrouver ses marques antérieures, être une grande force politique, ouvrière, capable d'encadrer la société, sans être au pouvoir. Il s'agissait de ne pas déplaire au Kremlin et de préserver les grands équilibres internationaux issus de la guerre froide. En fait, la CGT et le PC ont eu très peur de 68.

**L. B. :** La première raison est que l'Union soviétique est soucieuse de préserver l'ordre géopolitique et ne veut pas entendre parler de subversion ou de grève généralisée. Il y a des brèches dans chaque camp : le Vietnam, la Tchécoslovaquie, la Chine, Cuba... Il ne faut pas que l'équation se complique.

La seconde raison repose sur la ligne programmatique et stratégique du PC français. Il défend ce qu'il appelle « la voie française vers le socialisme » par l'accès au pouvoir par les urnes d'un gouvernement populaire constitué des principales forces de gauche. Cette sorte de nouveau Front populaire mettrait en place un programme réformiste, somme toute keynésien, avec diminution du temps de travail, baisse de l'âge de la retraite, augmentation des salaires, nationalisations. Lorsque de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections législatives, le PC s'engouffre dans cette brèche, persuadé d'améliorer son score par rapport à 1967. Il ne faut pas non plus minimiser une certaine peur face à la répression et à une possibilité de guerre civile. D'où les négociations de Grenelle, qui ne satisfont pas grand monde chez les ouvriers et que la CFDT considère comme une défaite. Et aussi le manque de riposte face à la mort de deux ouvriers, Pierre Beylot et Henri Blanchet à Sochaux, tués à la mi-juin, dans les affrontements avec les forces de l'ordre.

Dans ses mémoires, Georges Séguy, le leader de la CGT à l'époque, raconte un dialogue avec de Gaulle. Il lui explique en substance : « Nous avons un intérêt commun, c'est de faire cesser cette grève et d'avoir une perspective électorale. Ensuite, nous verrons qui, de nous deux, remportera la mise dans les urnes. » Au même moment, un observateur comme Raymond Aron, que l'on ne peut taxer de gauchiste, lâche dans une interview : « Maintenant, il n'y a plus que deux personnes qui tiennent le pays : le général de Gaulle et Georges Séguy. A eux d'arrêter la déstabilisation. » Le 6 juin, *L'Humanité* titre : « Reprise victorieuse du travail dans l'unité ». Pourtant, il y a encore 3 millions de grévistes...

**Le pouvoir gaulliste a-t-il lui aussi eu peur ?**

**L. B. :** Il y a un vrai désarroi, quasi existentiel, que l'on constate chez de Gaulle, mais aussi dans la correspondance de Georges Pompidou. Le premier, très affaibli, reconnaît avoir été, dans un premier temps, « à côté de la plaque » et avoir été tenté par la démission. Le second confesse avoir éprouvé une sensation de vertige face à une situation relevant de la crise de civilisation. Un mouvement étudiant, ils peuvent le maîtriser. Une grève ouvrière, ils arriveront à la canaliser. Mais la convergence des deux, c'est plus difficile... Ils ne comprennent pas ce qui se passe. Ils sont persuadés qu'il y a un complot et ne prêtent qu'une oreille distraite aux rapports des Renseignements généraux disant le contraire. Ils cherchent la main de l'étranger. D'où la focalisation sur Daniel Cohn-Bendit, incarnation possible de ce complot. Non seulement il est interdit d'accès au territoire français, mais toutes les polices sont mobilisées pour empêcher son retour en France. En vain, puisqu'il reparait à la Sorbonne teint en brun.

**B. S. :** Le souvenir de la guerre d'Algérie est encore très présent. Un putsch, comme celui des généraux en 1961, relève du possible. Je me souviens très bien d'un rumeur qui courait fin mai expliquant : « Les chars vont entrer dans Paris. » Si le général de Gaulle va à Baden-Baden, c'est pour s'assurer du soutien de Massu et de l'armée, qu'il avait écarté en 1961.

« En refusant d'être les futurs rouages privilégiés du système, les étudiants remettent en cause l'organisation du monde du travail et se rapprochent de la classe ouvrière »  
Ludivine Bantigny



GUY LE QUERRÉC/MAGNUM PHOTOS

L'essayiste Raymond Aron, dont nous parlions tout à l'heure, a défini Mai 68 comme « une illusion lyrique ». Que pensez-vous de cette formule ?

**L. B. :** Il est étonnant de le voir analyser l'événement au prisme de ses propres émotions. Il parle de sa rage, de son indignation. D'où une lecture très dépolitisée et très psychologisante de 68. Il compare les étudiants à des rats de laboratoire victimes de surpopulation et sujets aux névroses que cette situation provoque. Bref, tout cela serait psychopathologique. Quand 10 millions de personnes qui sont en grève, occupent les usines, créent des comités de quartier, se mobilisent, discutent, réclament un « gouvernement populaire », peut-on parler d'illusion ?

**B. S. :** J'ai eu l'illusion de croire que tout allait changer dans la société. L'espace d'un instant, nous avons eu le sentiment que le PC s'évaporerait, que de Gaulle était invisible, que l'Etat tapait à côté. Un mois plus tard, je me suis retrouvé extrêmement déçu par le résultat des élections et les 80 % de sièges gaullistes à l'Assemblée... Mais cela n'a pas affaibli mon engagement politique, juste donné un autre

« Mai 68, c'est une date dans l'histoire internationale qui ne peut pas s'éteindre »  
Benjamin Stora

sens, avec la conscience que cela allait être beaucoup plus long que prévu. Une grève, cela ne suffit pas, une manif non plus : il faut discuter, apprendre à savoir qui sont les gens en face, connaître leur programme. Puisque la société n'avait pas compris ce que nous voulions, nous devions construire une organisation politique, bâtir un rapport de force, d'où, pour des milliers de jeunes, le passage par le léninisme. Commence alors une autre histoire, plus radicale, pour tous ceux qui ne voulaient pas être dans

« l'illusion lyrique ». Lorsque l'impossibilité de la transformation radicale est apparue, le Parti socialiste a semblé être une nouvelle possibilité et a, du coup, en 1981, gagné les élections.

Des sondages récents montrent que Mai 68 garde une image largement positive dans l'opinion. Pourtant, la droite s'évertue à disqualifier la pensée 68, en la présentant comme l'émergence de l'individualisme et le triomphe du libéralisme. Pourquoi ?

**L. B. :** Mai-juin 68, c'est la subversion absolue, un esprit critique, une grève générale, des occupations, donc il ne faut pas que cela se reproduise. D'où le dénigrement, la volonté de présenter une génération comme les rentiers de la société, le souci qu'ont ses détracteurs de décrire cet événement comme un moment de destruction sans volonté de reconstruire... La Commune avait subi le même dénigrement violent.

**B. S. :** Je ne crois pas que la pensée anti-68 soit dominante. Au contraire. J'enregistre autour de moi une incroyable effervescence, une volonté d'ouverture au monde à travers la solidarité avec les migrants. Pour beaucoup de gens de ma génération, le monde est devenu plus grand grâce à Mai 68. Aujourd'hui, il y a cette même ouverture... Si on continue à célébrer Mai 68, cinquante après, ce n'est pas un hasard. C'est une date dans l'histoire internationale qui ne peut pas s'éteindre. Cette rupture, au même titre que ce qui s'est passé en 36 ou en 45, est ineffaçable. ●